



CR de la rencontre du 3 juin 2004 entre D'Aubert et les syndicats, SLR et la CJC

Le 3 juin 2004, à la demande des syndicats, M. D'Aubert a rencontré les syndicats, SLR et la CJC. Objet de la discussion : la préparation du budget 2005

Participants

Pour la CJC : Sylvain Collonge (ADIR), président.

Pour SLR : Alain Trautmann

Pour les syndicats : plein de monde, dont Henri-Édouard Audier (SNCS) et Annick Kieffer (CGT).

Pour le ministère : François D'Aubert (ministre délégué à la recherche), Laurent Germain (conseiller budgétaire), Maurice Gross (conseiller à la recherche).

Intervention du ministre

M. D'Aubert (soutenu par son conseiller financier) a commencé par présenter le contexte très difficile dans lequel se préparait le budget pour l'année prochaine.

Le déficit budgétaire de l'État s'élève à 0.6% du PIB en trop par rapport aux exigences de Bruxelles (3% du PIB). De ce fait la croissance du budget pour l'année prochaine ne dépassera pas l'inflation (1.5 à 2%), soit de 4.3 à 2.7 milliard d'euros. Et de toute façon cette augmentation ne suffit pas à compenser les « charges inéluctables » qui pèsent sur le budget (la dette, les pensions, le personnel fonctionnaire, etc., soit plus du double de cette augmentation).

Sur ces paroles volontairement peu encourageantes, F. D'Aubert continue en expliquant que les négociations budgétaires ont encore peu avancées. Le 20 mai, la lettre de cadrage générale pour la préparation du budget, et rappelant l'exigence des 3% maximum de déficit, contenait une ligne particulière sur la recherche.

Les 3 milliards d'euros promis d'ici 2007 pour la recherche publique ET privée sont toujours à l'ordre du jour pour le ministre.

Il se répartiront en :

- une augmentation du BCRD (Budget Civil de R&D), qui représente 60% du l'effort

- budgétaire public de recherche.
- des ressources extra-budgétaires : comptes d'affectation spéciale (pour la création de Fondation par exemple), argent provenant des privatisations.
- des retombées des ventes de stock d'or estimées à 100 millions d'euros par an

Concernant l'emploi scientifique, le ministre précise qu'il n'y aura pas de mesure du type « 550 CDD » dans le prochain budget, et qu'il y aura une « stabilité » de l'emploi statutaire.

Pour ce qui est d'éventuelles « nouveautés » ou réformes, F. D'Aubert explique qu'il ne souhaite pas anticiper sur les conclusions des États Généraux.

Intervention des syndicats

Annick Kieffer (CGT) prend la parole au nom des syndicats. Elle fait quelques rappels d'ordre général sur la part du PIB consacré aujourd'hui à la recherche publique civile (0.6% qu'il faut porter à 1%). Elle rappelle quelques exigences des syndicats sur l'emploi (augmentation en particulier des ITA/IATOS, diminution des heures d'enseignement des enseignants-chercheurs).

Elle insiste également sur la « résorption de la précarité » : fin du système des libéralités, effort significatif à faire pour les sciences de l'homme et de la société.

Un autre syndicat demande quelle est la politique industrielle du ministère. D'Aubert répond qu'il souhaite trouver des moyens pour faire contribuer à l'effort de recherche, des secteurs qui ne le font pas assez, par exemple la grande distribution sur les questions de sécurité alimentaire ou encore le secteur du BTP ou les opérateurs de télécom.

Intervention de SLR

Alain Trautmann rappelle que ce que la communauté scientifique avait retenu c'était l'ajout d'un milliard pour la recherche PUBLIQUE. Aujourd'hui, il craint qu'une partie très significative de ce milliard aille à la recherche privée (sous forme de crédit d'impôt notamment).

D'Aubert répond qu'il considère que le CIR fait partie de l'effort public de recherche. Il rappelle que le CIR a été transformé l'année dernière pour favoriser les PMI. Cette année, 530 millions d'euros ont été prévus pour le CIR.

Henri-Édouard Audier intervient également pour rappeler que par rapport au budget initial de 2002, il manque encore 620 millions d'euros de crédits. Sur l'emploi scientifique il estime qu'entre 10 000 et 20 000 docteurs sont « dans la nature ». Il y a donc urgence !

Commentaire

La réunion n'a rien apporté d'intéressant. Le ministre était très décevant, se montrant peu mobilisé sur la préparation de son budget, et donnant l'impression de partir battu d'avance.

Une première conférence budgétaire avec Bercy devait avoir lieu l'après-midi même... d'où le fait qu'il n'avait pas grand chose à dire de toute façon.